

Capitalisation d'Expériences «Eau, Terre et Communautés»

Leçons apprises

Concertation Sociale en vue de l'élaboration de Lois sur l'Irrigation (N° 2878)

Bolivie 2007



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du Développement
et de la Coopération DDC**

inter
cooperation

Gestion des Ressources Naturelles
Economie Rurale
Gouvernance Locale et Société Civile

LEÇONS APPRISSES: "Concertation Sociale en vue de l'élaboration de Lois : Le cas de la Loi sur l'Irrigation N°2878"

"les règles du jeu ayant été fixées, il ne restait plus qu'à entrer en action..."

Le processus qui reste un processus permanent...

Dans ce domaine, il s'agit d'un processus qui reste un processus permanent, l'histoire se poursuit et beaucoup des effets de ce travail ne seront visibles que dans un futur proche.

Conjoncture favorable : Rencontre entre la force du secteur et la faiblesse de l'Etat.

Une des caractéristiques importantes du projet, qui ne pourra probablement pas se reproduire, ou du moins pas avec la même ampleur, est la convergence des intérêts et des demandes sectorielles (avec capacité de mobilisation, d'articulation et de proposition), avec une situation politique dans l'ensemble favorable (marquée par une faiblesse du Gouvernement et même de l'Etat). Cette dernière a été l'occasion de promouvoir une réglementation dans l'intérêt direct du secteur des cultivateurs titulaires d'un droit d'irrigation, ce qui a, d'une certaine manière, permis son nivellement normatif avec d'autres secteurs usagers de l'eau mais qui, d'un autre côté, pourrait également créer un déséquilibre entre les producteurs agricoles paysans.

Aucune improvisation mais une importante souplesse et capacité de réaction.

Ce processus n'a pas été improvisé, mais est parti d'objectifs clairs, d'une conception commune et d'une planification minimale. En revanche, il a été caractérisé par son importante souplesse et maniabilité en fonction des changements de contexte et de conjoncture. A plusieurs reprises, il s'est montré réactif pour faire face, notamment, aux initiatives excluantes issues de la chaîne des décideurs de l'Etat et de la coopération.

Un discours approprié et proche comme support du processus.

Une des caractéristiques les plus remarquables du processus est qu'il repose lui-même sur un discours fédérateur et convaincant, un élément sensible et proche (us et coutumes et eau pour l'irrigation), ainsi que sur les possibles menaces ou craintes liées à ceux-ci (affectation de droits, non respect des us et coutumes). Ce discours a été largement repris, comme fondement pour la promotion des changements recherchés et comme support à un processus long, dynamique et complexe.

La participation informée de manière pertinente, opportune et suffisante comme axe essentiel d'un processus.

La participation sociale sectorielle est une des caractéristiques remarquables qui est présente au cours de l'ensemble du processus comme un fil conducteur. Pourtant, il est indispensable de tenir compte de l'obligation de promouvoir le fait que tout processus qui privilégie la participation doit garantir une information pertinente, opportune et suffisante.

En effet, seules une information minimale et une certaine connaissance garantissent une participation réelle et effective et évitent que celle-ci s'apparente plus à un discours qu'à la réalité.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du Développement
et de la Coopération DDC

inter
cooperation
Gestion des Ressources Naturelles
Economie Rurale
Gouvernance Locale et Société Civile

Bien que la participation ne puisse être homogène dans des processus aussi longs, complexes et dynamiques, en considérant que les ressources, quelque soit leur nature, sont toujours limitées, il est indispensable qu'au moins, au moment de la définition des principaux problèmes et de la détermination des principales mesures d'actions à prendre, elle soit large et effective.

Cependant, la consolidation de la participation du secteur des cultivateurs titulaires d'un droit d'irrigation est considérée comme importante, non seulement au moment de l'élaboration de la norme, mais également lors de l'institutionnalisation de sa participation aux décisions futures, établie dans la loi n° 2878 (SENARI, SEDERI, CONIAG, FUNDASAB, etc.), à travers différents espaces. L'effectivité de cette participation sera évaluée dans le futur par rapport à la capacité, l'information et la connaissance que possède le secteur pour réellement l'exercer.

D'une règle générale à une règle sectorielle, d'un simple règlement à une loi de la République.

Conjoncture, opportunité, risques et possibilités.

Le processus d'élaboration de la norme relative à l'irrigation est né de l'échec de la création d'une règle générale sur les eaux, qui a alors donné lieu à la tentative de produire un règlement relatif à l'irrigation qui, du fait de la conjoncture et des opportunités qui se sont présentées, s'est lui-même finalement transformé en Loi.

La réalité des solutions apportées, comme par exemple la création d'une Loi Générale sur les Eaux et une loi sur l'IRRIGATION, nous prouve qu'il est définitivement moins compliqué de promouvoir et de réussir l'adoption de normes sectorielles avec des acteurs clairement identifiés que de chercher à encourager et à approuver une Loi Générale qui toucherait des acteurs et des intérêts différents. Pour cette raison, il est facile d'être tenté d'encourager la création de normes sectorielles avant celle de normes générales, avec le risque de perdre la conception globale de la thématique soumise à réglementation. D'un autre côté, se concentrer sur une Loi sectorielle pourrait favoriser directement et catégoriquement les acteurs qui la soutiennent mais, parallèlement, affecter d'autres secteurs liés indirectement à la thématique en créant des conditions propres à engendrer de futurs conflits sociaux.

L'ingénierie légale comme stratégie de revendication et de lutte.

Le calendrier néolibéral en vigueur lors de l'élaboration de la Loi a bénéficié d'une forte composante légale lors de sa mise en œuvre, ce qui a mis en évidence la nécessité d'utiliser les mêmes instruments en faveur des acteurs sociaux. Aussi, priorité a été donnée à la stratégie légale comme élément principal pour permettre de compter avec la sécurité juridique qui garantit et reconnaît les droits de ces derniers.

Dans ce cadre, l'ensemble de la procédure suivie pour la Loi relative à l'IRRIGATION a été soutenue par l'ingénierie légale, comme vecteur de transformation de la réalité sociale par le biais de l'élaboration et le développement de Lois.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du Développement
et de la Coopération DDC**

**inter
cooperation**
Gestion des Ressources Naturelles
Economie Rurale
Gouvernance Locale et Société Civile